



Information financière semestrielle  
au 30 juin 2019

## TABLE DES MATIERES



Rapport semestriel d'activité	3
Etats financiers consolidés résumés	6
Attestation du Responsable du rapport financier semestriel	18
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	19

# RAPPORT D'ACTIVITE



## Chiffres clés consolidés

Au premier semestre 2019, les chiffres clés consolidés du Groupe sont les suivants en milliers d'euros :

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2018 et 2019

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2019 (*)</b>	<b>30 juin 2018</b>	<b>Variation en k€</b>	<b>Variation en %</b>
Produits des activités ordinaires	86 856	83 108	3 748	4.5
Résultat opérationnel courant (ROC)	3 006	2 670	336	12.6
Autres produits et charges opérationnels et dépréciation des écarts d'acquisition	-172	103	-274	-267.3
Résultat financier	-292	-25	-267	1 090.2
Impôts	-682	-654	-28	4.3
Résultat net total	1 861	2 093	-232	-11.1

Variation : « - » : dégradation et « + » amélioration

(\*) Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en application de la norme IFRS 16 : méthode rétrospective modifiée sans retraitement de l'exercice précédent.

## Rapport semestriel d'activité

Les changements structurels de nos marchés et le mode de consommation de nos clients se sont poursuivis au premier semestre 2019. La fréquentation des magasins est en baisse et la part de l'activité en ligne continue de croître sur nos marchés.



Le groupe Lafuma et ses marques répondent à ces défis par des investissements ciblés. Les aspects centraux de la stratégie étant un positionnement clair de nos marques, la promotion de l'innovation, l'augmentation de la désirabilité et le développement des canaux de vente pour les adapter à l'évolution du comportement de consommation de nos clients.

Le Groupe a fait et continuera de faire des investissements substantiels dans le développement de ses marques afin d'atteindre ses objectifs stratégiques et d'être en mesure de transformer les changements structurels de ses marchés en opportunités de croissance.

### **Croissance du chiffre d'affaires, de la marge brute et du résultat opérationnel courant**

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2019 s'établit à 86,9 millions d'euros (ci-après m€), en croissance de 3,8 m€ (4,5%).

La distribution sur le premier semestre 2019 est réalisée à 79% par le réseau « wholesale » (grossistes) contre 78% au premier semestre 2018 et à 15,5% par le réseau « retail » comprenant les boutiques, les magasins dits « d'usine » et à 5,5% par le e-commerce.

La saisonnalité des activités reste similaire aux exercices précédents : le **pôle Mobilier** est soumis à des fluctuations saisonnières en raison des habitudes de consommations des clients, qui effectuent la majorité de leurs achats au cours du premier semestre de l'année. Les produits et les résultats de ce secteur sont généralement plus forts les 6 premiers mois de l'année. A l'inverse, la marque Eider du **pôle Montagne**, fortement positionnée sur le ski, réalisera la majeure partie de son chiffre d'affaires au second semestre.

### **Activité par pôles**

L'activité textile du premier semestre 2019 a été pénalisée, voir déstabilisée, à la fois par un climat d'affaire attentiste et une météo particulièrement capricieuse (record de chaleur en Février, record de froid en mai). Le **pôle Montagne** démontre une bonne résistance et enregistre à fin juin 2019 une croissance de ses ventes nettes de 2,4 millions d'euros, à +4,7% sur son marché domestique et +7,6% à l'international.

A souligner la performance du premier marché à l'export de la maque MILLET : le JAPON avec une augmentation de ses ventes nettes de 38,7 %, récompensant les investissements effectués tant en Retail qu'au rapide développement de son E-commerce. La marque MILLET avec une collection capsule développée avec le designer YOSUKE AIZAWA de WHITE MOUTAINEERING (JP) a bénéficié de commentaires très favorables de la presse internationale.

Enfin, l'engagement renforcé pour le développement durable "LOW IMPACT " du pôle Montagne a été récompensé par l'ECOSPORT AWARD 2019 pour son management responsable.

La contribution opérationnelle du pôle Montagne est stable à 6,2 millions d'euros, et confirme la stratégie engagée par le pôle.

Sous les effets contrastés d'un premier trimestre au démarrage prometteur compliqué par les intempéries du second trimestre, le **pôle Mobilier** a vu son chiffre d'affaires net croître de 2,9% à 31,0 m€. Grâce à des mesures ciblées, la contribution opérationnelle du pôle progresse de 5% soit 0,5 million d'euros à 10,4 millions (33,6% du chiffre d'affaires).

Le **pôle Mobilier** met l'accent sur un développement ciblé à l'international et de nouveaux segments de marché, afin de réduire sa dépendance à la saison estivale. La gamme « horizon » qui s'adresse particulièrement aux cafés, hôtels, restaurants, a reçu un bel accueil lors de sa présentation au salon de Milan, et la gamme « privilège » se voit étoffée par l'ajout d'accessoires.

Le **pôle Surf** qui réalise la quasi-totalité de son chiffre d'affaires en France, continue de progresser au semestre. La croissance du chiffre d'affaires de 3,4% à 14,7 m€ se traduit par une augmentation de la contribution opérationnelle de 6% à 3,2 millions d'euros (soit 21,5% du chiffre d'affaires).

La marque Oxbow renforce sa visibilité par une présence accrue dans les « Galeries Lafayette ». Au 30 juin 2019, Oxbow réalise 7,6% de son chiffre d'affaires par l'intermédiaire de son propre site de vente en ligne.

### **Performance**

Le profit opérationnel courant s'établit à 3,0 m€ en croissance de 0,3 m€ par rapport à la même période de l'année 2018, reflétant une amélioration de la marge brute de 1,3 m€ (à la fois effet taux et effet volume) et un investissement plus appuyé sur les charges externes et les charges de personnel de 1,0 m€. Les autres charges opérationnelles s'élèvent à 0,2 m€ contre un produit de 0,1 m€ en 2018.

La charge financière de la période de 0,2 m€ est en dégradation de 0,2 m€ sur le semestre comparatif.

La charge d'impôt de 0,7 m€ correspond à la charge de CVAE pour 0,4 m€ et à de l'impôt sur les sociétés pour 0,3 m€.

Le résultat net total s'établit à un profit de 1 861 milliers d'euros.

## **Structure financière saine et stable**

Au 30 juin 2019, les capitaux propres du groupe s'élèvent à 78,8 m€, en amélioration de 2,3 m€ par rapport à fin 2018, essentiellement expliquée par les effets combinés du profit de la période s'élevant à 1,9 m€ et de la comptabilisation en résultat global d'écritures techniques de variation de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie comptabilisés en coût des stocks pour 0,4 m€.

La trésorerie nette disponible à fin juin 2019 s'élève à 15.1 m€, en consommation de 1,9 m€ par rapport au 31 décembre 2018, du fait des flux générés par l'activité pour 7,0 m€ (amélioré de 2,7m€ par la première application d'IFRS16), de la consommation de 5 m€ par la variation du BFR, des investissements d'immobilisations pour 1,3 m€ et du remboursement théorique des obligations liées au droits d'utilisation des actifs (IFRS 16) pour 2,8 m€.

Le total des actifs consolidés s'élève à 147,5 m€ au 30 juin 2019, en hausse de 22.7 m€ par rapport à la clôture annuelle au 31 décembre 2018. Cette variation est essentiellement expliquée par la première application de la norme IFRS 16 (25,8 m€). La structure financière du Groupe est solide, et les financements en place adaptés à l'activité.

L'actionnariat est stable par rapport au 31 décembre 2018.

## **Perspectives pour la fin de l'exercice**

Aucune amélioration significative des conditions économiques et de marché n'étant attendue au cours des mois à venir, le contexte restera un défi au second semestre pour l'ensemble de nos équipes.

Pour relever les défis qui s'annoncent et promouvoir la croissance rentable de ses marques, le Groupe concentre ses actions sur les besoins de ses consommateurs et en particulier sur le digital.

Le Groupe confirme son objectif de stabilité du chiffre d'affaires par rapport à 2018, et prévoit une rentabilité opérationnelle légèrement inférieure. Le Groupe réitère toute sa confiance en la compétence et la performance de ses collaborateurs et regarde l'avenir avec confiance.

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES



### Compte de résultat consolidé

Les chiffres figurant dans les tableaux sont exprimés en milliers d'euros (sauf indication contraire). Les tableaux comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les totaux affichés.

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2018 et 2019

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2019 (*)	30 juin 2018
Produit des activités ordinaires	2.1	86 856	83 108
Achats consommés		-36 600	-34 196
Autres achats et charges externes (*)		-18 948	-21 299
Charges de personnel		-22 966	-22 219
Impôts et taxes		-859	-949
Dotations aux amortissements		-1 704	-1 803
Dotations aux amortissements et dépréciation des droits d'utilisation des actifs loués (*)		-2 647	n.a.
Dotation / reprise de provisions		294	457
Autres produits et charges d'exploitation	3.1	-420	-429
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>3 006</b>	<b>2 670</b>
Autres produits et charges opérationnels	3.2	-172	103
<b>Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition</b>		<b>2 834</b>	<b>2 773</b>
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels affectés		0	0
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>2 834</b>	<b>2 773</b>
Produit de trésorerie et équivalents de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier brut		-241	-16
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>-241</b>	<b>-16</b>
Autres produits et charges financiers		-51	-10
Quote part du résultat net des entreprises associées		0	0
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>2 543</b>	<b>2 747</b>
Impôts	4	-682	-654
<b>Résultat net après impôts des activités poursuivies</b>		<b>1 861</b>	<b>2 093</b>
Résultat des activités cédées, en cours de cession ou abandonnées			
<b>Résultat net total</b>		<b>1 861</b>	<b>2 093</b>
Part revenant aux minoritaires		-4	-19
<b>Résultat net total (part du Groupe)</b>		<b>1 865</b>	<b>2 112</b>
Résultat net par action (part du Groupe), en euros	5	0.26	0,30
Résultat net dilué par action (part du Groupe), en euros	5	0.26	0,30

(\*) Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en application de la norme IFRS 16 : méthode rétrospective modifiée sans retraitement de l'exercice précédent.

## Etat du résultat global consolidé

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2018 et 2019

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2019 (*)	30 juin 2018
<b>Résultat net de la période</b>		<b>1 861</b>	<b>2 093</b>
Variation de juste valeur des instruments dérivés		-148	2 241
Ecart de conversion		174	-323
Couverture d'investissements à l'étranger		62	167
Impôts liés aux autres éléments du résultat global		-10	-572
Limitation des impôts liés aux autres éléments du résultat global		10	572
<b>Sous total des éléments recyclables en résultat</b>		<b>88</b>	<b>2 085</b>
Ecart actuariel sur engagements de retraite		-116	-23
Impôts liés aux autres éléments du résultat global		32	8
Limitation des impôts différés		-32	-8
<b>Sous total des éléments non recyclables en résultat</b>		<b>-116</b>	<b>-23</b>
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>-28</b>	<b>2 062</b>
<b>Résultat global total</b>		<b>1 833</b>	<b>4 155</b>
Part revenant aux actionnaires de la société mère		1 843	4 155
Part revenant aux actionnaires minoritaires		-10	0

(\*) Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en application de la norme IFRS 16 : méthode rétrospective modifiée sans retraitement de l'exercice précédent.

## Bilan consolidé

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2019 et l'exercice clos au 31 décembre 2018

<b>Actif - En milliers d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>30 juin 2019 (*)</b>	<b>31 décembre 2018</b>
Immobilisations incorporelles		10 494	10 682
Immobilisations corporelles		8 870	9 006
Droits d'utilisation des actifs loués (*)		25 834	na
Autres actifs financiers non courants		3 740	4 020
Actifs d'impôts différés		975	992
Autres actifs non courants		0	0
<b>Actifs non courants</b>		<b>49 913</b>	<b>24 700</b>
Stocks et en cours	7.1	46 665	49 625
Actifs sur contrats clients		562	709
Créances clients	7.2	21 299	20 241
Actifs d'impôt exigible		4 607	5 263
Créances fiscales et sociales		1 987	2 151
Autres créances et actifs courants		7 309	4 798
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1	15 109	17 232
<b>Actifs courants</b>		<b>97 538</b>	<b>100 019</b>
<b>Actifs non courants et groupe d'actifs destinés à être cédés</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Actif</b>		<b>147 451</b>	<b>124 719</b>

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2019 et l'exercice clos au 31 décembre 2018

<b>Passif - En milliers d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>30 juin 2019 (*)</b>	<b>31 décembre 2018</b>
Capital social		56 885	56 885
Primes		59 030	59 030
Réserves consolidées		-37 202	-43 367
Ecart de conversion		-1 827	-2 069
Résultat de l'exercice		1 865	6 009
<b>Capitaux propres – part du Groupe</b>		<b>78 751</b>	<b>76 488</b>
Intérêts minoritaires		-476	-465
<b>Capitaux propres</b>		<b>78 275</b>	<b>76 023</b>
Provisions pour risques et charges – part à long terme		3 116	3 052
Dettes financières à long terme		0	0
Obligations locatives à plus d'un an (*)		20 933	na
Passifs d'impôt différé		16	7
Autres passifs non courants		143	9
<b>Passifs non courants</b>		<b>24 208</b>	<b>3 068</b>
Provisions pour risques et charges – part à court terme		1 104	1 249
Dettes financières à court terme	8.1	0	214
Obligations locatives à moins d'un an (*)		4 985	na
Dettes fournisseurs		21 532	24 301
Passifs sur contrats clients		745	1 604
Passifs d'impôt exigible		364	396
Dettes fiscales et sociales		9 249	10 171
Autres dettes et passifs courants		6 990	7 693
<b>Passifs courants</b>		<b>44 969</b>	<b>45 628</b>
<b>Passifs liés aux actifs non courants et à un groupe d'actifs destinés à être cédés</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Passif</b>		<b>147 451</b>	<b>124 719</b>

(\*) L'application de la norme IFRS 16 au 1<sup>er</sup> janvier 2019 nous a conduit à comptabiliser les « droits d'utilisation d'actifs loués » et les « obligations locatives ». Les comptes antérieurement publiés n'ont pas été retraités consécutivement à l'application rétrospective modifiée.



## Tableau consolidé des flux de trésorerie

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2018 et 2019

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2019 (*)	30 juin 2018
<b>Résultat net consolidé des activités poursuivies</b>		<b>1 861</b>	<b>2 093</b>
Incidence des sociétés mises en équivalence		0	0
Dotations et reprises aux amortissements et provisions		1 544	234
Dotations et reprises aux amortissements et provisions des droits des actifs loués (1)		2 647	n.a.
Dotations et reprises de provisions - réorganisation		0	78
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		-48	8
Résultats sur cession d'actifs, subventions		-6	3
Charges et produits calculés liés aux stock-options		76	88
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier net		293	47
Charge d'impôt (yc impôts différés)		682	654
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts sur les résultats</b>		<b>7 048</b>	<b>3 208</b>
Variation du BFR (yc dette liées aux avantages au personnel)		-5 027	-25
Impôt versé		65	-343
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>2 087</b>	<b>2 840</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		-1 406	-1 839
Acquisition d'immobilisations financières		-129	-98
Variation des autres actifs non courants		0	0
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		76	22
Cessions d'immobilisations financières		132	30
Incidence des variations de périmètre		0	0
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-1 327</b>	<b>-1 885</b>
Augmentation de capital (yc stock-options)		0	0
Acquisition et vente d'actions propres		0	0
Nouveaux emprunts		0	0
Variation des comptes courants d'actionnaires		0	0
Remboursements d'emprunts		0	0
Remboursement des dettes locatives (*)		-2 563	n.a.
Intérêts payés sur obligations locatives (*)		-202	n.a.
Intérêts financiers nets versés		-87	-5
Dividendes distribués		0	0
Autres flux liés aux opérations de financement		50	0
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>-2 802</b>	<b>-5</b>
Impact de la variation des taux de change		131	-111
Flux nets liés aux activités cédées, en cours de cession ou abandonnées		0	0
Variation de la trésorerie nette		-1 911	839
<b>Augmentation ou diminution de la trésorerie</b>			
Trésorerie en début d'exercice	8.1	17 019	15 358
Trésorerie en fin d'exercice	8.1	15 109	16 197
<b>Variation de la trésorerie nette</b>		<b>-1 911</b>	<b>839</b>

(\*) Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en application de la norme IFRS 16 : méthode rétrospective modifiée sans retraitement de l'exercice précédent.

## Variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Prime	Titres auto détenus	Réserves et résultats conso	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>56 885</b>	<b>59 030</b>	<b>-103</b>	<b>-39 325</b>	<b>76 487</b>	<b>-465</b>	<b>76 022</b>
Résultat de l'exercice				1 865	1 865	-4	1 861
Résultats enregistrés directement en capitaux propres							
° Juste valeur sur instruments financiers				-148	-148		-148
° Ecart actuariels sur engagements de retraite				-116	-116		-116
° Ecart de conversion				242	242	-6	236
Sous total résultat global				1 843	1 843	-10	1 833
Opérations sur capital							
Opérations sur titres d'auto contrôle							
Juste valeur des options d'achats d'actions				76	76		76
Pertes et gains sur instruments de couverture des flux de trésorerie, comptabilisés en coût des stocks				344	344		344
Dividendes versés							
Variation de périmètre et de % d'intérêt							
Autres variations							
<b>Au 30 juin 2019 (*)</b>	<b>56 885</b>	<b>59 030</b>	<b>-103</b>	<b>-37 062</b>	<b>78 751</b>	<b>-475</b>	<b>78 276</b>

(\*) Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en application de la norme IFRS 16 : méthode rétrospective modifiée sans retraitement de l'exercice précédent.

## Notes annexes aux comptes consolidés

Lafuma est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment C. Depuis le 29 janvier 2016, les titres de Lafuma SA sont cotés au fixing. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Lafuma ». Le siège social de la société est situé à Annecy-le-Vieux, 3, impasse des prairies.

Créé en 1930, le groupe Lafuma conçoit, fabrique et commercialise différentes gammes de produits destinés à la pratique des activités de plein air.

Les produits concernent l'équipement de la personne (vêtements, chaussures) et le matériel (sacs, sacs de couchage, tentes, cordes, mobilier de jardin). Les marques de diffusion sont Millet, Eider, Lafuma, Lafuma Mobilier et Oxbow.

En date du 22 juillet 2019, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés résumés de Lafuma pour le semestre se terminant le 30 juin 2019.

## 1 BASE DE PREPARATION ET METHODES COMPTABLES

### Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Lafuma sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiés par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2019.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

### Base de préparation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Lafuma SA et de ses filiales au 30 juin 2019, ont été préparés conformément à la norme IAS 34, "Information financière intermédiaire", norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne.

S'agissant de comptes résumés, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent donc être lus conjointement aux états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2018. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements importants et les opérations significatives. Les états financiers consolidés, au 31 décembre 2018, sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet [www.groupe-lafuma.com](http://www.groupe-lafuma.com)

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe.

### Référentiel

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018, à l'exception des normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire à partir de l'exercice 2019.

*Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne non appliqués par anticipation par le groupe Lafuma*

- IFRS 16 « leases »

La norme IFRS 16 requière que les contrats de location soient reconnus au bilan des preneurs. La distinction entre les contrats de location et de location financement n'est plus faite. Du fait de son réseau de magasins, les états financiers du groupe Lafuma sont impactés par l'application de la norme IFRS 16 de manière rétrospective modifiée.

Les effets au bilan de l'adoption d'IFRS 16 au 1<sup>er</sup> janvier 2019 sont les suivants :

<b>En milliers d'euros</b>	
Actifs – Droits d'utilisation des actifs loués	28 225
Passifs – Obligations locatives à plus d'un an	23 107
Passifs – Obligations locatives à moins d'un an	5 118

## Rapprochement des obligations locatives à la date de transition avec les engagements hors-bilan au 31 décembre 2018

<i>En milliers d'euros</i>	
<b>Engagements donnés au titre des contrats de location simple au 31 décembre 2018</b>	<b>23 183</b>
Effets liés à des contrats de faible valeur non pris en compte dans les engagements hors-bilan au 31 décembre	602
Effets liés à des estimations de durées de contrats	-361
Effets liés à des contrats court terme non reconnus dans les obligations locatives au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	-195
Effets liés à des contrats renégociés par anticipation, non reconnus dans les engagements hors bilan au 31 décembre 2018 (1)	6 586
Autres effets	7
<b>Obligations locatives avant actualisation</b>	<b>29 822</b>
Effet de l'actualisation	1 597
<b>Obligations locatives après actualisation, après première application d'IFRS 16</b>	<b>28 225</b>

(1) Afin de sécuriser deux sites importants (une usine et un entrepôt), le Groupe a négocié la signature de deux baux en renouvellement par anticipation. Les périodes ainsi étendues sont reconnues dans les droits d'utilisation des actifs et les obligations locatives associées, alors qu'elles n'étaient pas incluses dans les engagements hors bilan.

Les taux d'actualisation retenus varient en fonction des zones géographiques dans lesquelles les actifs sont implantés, de 0,96% à 5,0%. Le taux moyen s'établit à 1,52% et la durée moyenne des contrats s'élève à 40 mois.

### Résumés des nouvelles méthodes comptables

Les contrats de location sont comptabilisés au bilan dès l'origine du contrat de location pour la valeur actualisée des paiements futurs. Ces contrats sont enregistrés en « droits d'utilisation des contrats de location » à l'actif et en « obligations locatives » au passif, sans incidence sur les capitaux propres. Ils sont amortis sur la durée du contrat sauf si une intention de résilier le contrat est connue. Dans certains pays où les contrats sont sans durée, une estimation a été faite de la durée probable d'utilisation des actifs. Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées dans la marge opérationnelle et les charges d'intérêts dans le résultat financier. L'incidence fiscale de ce retraitement de consolidation est prise en compte via la comptabilisation d'impôts différés de 23 milliers d'euros.

Les contrats de location correspondant à des actifs de faible valeur unitaire (inférieur à 4 000 euros) ou de courte durée (inférieur à un an), sont comptabilisés directement en charges.

Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré appliqué aux dettes de location au 1er janvier 2019 était de 1.52 %. Le taux d'emprunt marginal a été défini en tenant compte de la devise, de la durée du contrat et, le cas échéant, des ajustements propres à la société et des risques liés aux catégories d'actifs. Les coûts directs initiaux pour l'évaluation du droit d'utilisation de l'actif à la date de la première application n'ont pas été pris en considération.

### Montants reconnus au bilan et au compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Actif Droits d'utilisation</b>	<b>Passif Obligations locatives</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>28 225</b>	<b>28 225</b>
Additions de la période	225	228
Diminutions de la période	-41	-41
Amortissement	-2 647	-
Remboursements	-	-2 563
Ecart de change	72	69
<b>Au 30 juin 2019</b>	<b>25 834</b>	<b>25 918</b>

Le compte de résultat enregistre une annulation de charges locatives de 2 765 milliers d'euros, une dotation aux amortissements de 2 647 milliers d'euros et une charge financière de 202 milliers d'euros. Le retraitement d'IFRS 16 génère une charge au résultat de 83 milliers d'euros, avant produit d'impôt différé de 23 milliers d'euros.

Pour la période de six mois au 30 juin 2019, le Groupe a comptabilisé des charges de locations d'actifs de faible valeur, d'actifs avec contrats de court terme et des charges de loyers variables pour 1,2 million d'euros.

- IFRIC 23 « incertitude relative aux traitements fiscaux »
- Amendement à IFRS 9 « clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative »
- Amendement à IAS 28 « intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises »
- Améliorations annuelles des normes IFRS cycles 2015-2017
- Amendements limités à IAS 19 : applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019



### *Normes, amendements et interprétations non encore entrés en vigueur, au sein de l'Union européenne.*

Textes non encore adoptés par l'Union européenne, ou adoptés et non encore applicables. Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, listés ci-après, sont applicables selon l'IASB aux dates spécifiées.

- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 « vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou co-entreprise » : date d'application reportée ;
- IFRS 17 « contrats d'assurance » : non encore adopté par l'Union européenne ;
- Cadre conceptuel : non encore adopté par l'Union européenne ;
- Amendements à IFRS 3 « regroupements d'entreprises », définition d'une entreprise, non encore adopté par l'Union européenne ;
- Amendements à IAS 1 et IAS 8, modification de la définition du terme « significatif », non encore adopté par l'Union européenne ;

### **Estimations et hypothèses affectant les actifs et les passifs**

Pour préparer les informations financières conformément aux IFRS, la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La direction revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

Les estimations concernent plus particulièrement la dépréciation des actifs non courants, la dépréciation des stocks, la dépréciation des créances clients ainsi que l'évaluation des avoirs à émettre pour retour de marchandises sur les ventes réalisées auprès des distributeurs, les provisions pour risques et charges, les engagements de retraites et assimilés et les droits d'utilisation des actifs.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018, à l'exception des estimations relatives à la première application de la norme IFRS 16.

## **2 SECTEURS OPERATIONNELS ET SAISONNALITE**

Conformément à IFRS 8 « secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe ; elle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Président, Directeur-général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

En liaison avec ses trois pôles, la direction du Groupe présente les secteurs suivants :

- Montagne : secteur qui regroupe toutes les activités relatives aux marques Lafuma (partie Outdoor), Eider et Millet
- Mobilier : secteur qui regroupe la production et la distribution des produits Lafuma Mobilier
- Surf : secteur qui regroupe la distribution des produits Oxbow
- Corporate : secteur qui enregistre les activités Corporate du Groupe

## 2.1 Informations par pôle d'activité

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2019 (\*)

En milliers d'euros	Pôle Montagne	Pôle Mobilier	Pôle Surf	Corporate et autres	Total
Produits des activités ordinaires	41 115	31 048	14 694	-	86 856
Contribution opérationnelle	6 222	10 416	3 171	-26	19 783
Coûts opérationnels non alloués					-16 948
Résultat opérationnel					2 835
Produits et charges financiers					-293
Résultat avant impôts					2 543
Dotations aux amortissements	-3 100	-604	-646		-4 351
Investissements	918	341	147		1 406

(\*) Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en application de la norme IFRS 16 : méthode rétrospective modifiée sans retraitement de l'exercice précédent.

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2018

En milliers d'euros	Pôle Montagne	Pôle Mobilier	Pôle Surf	Corporate et autres	Total
Produits des activités ordinaires	38 723	30 177	14 207	0	83 108
Contribution opérationnelle	6 341	9 923	2 992	0	19 256
Coûts opérationnels non alloués					-16 483
Résultat opérationnel					2 773
Produits et charges financiers					-26
Résultat avant impôts					2 747
Dotations aux amortissements	- 1 367	- 366	-69	0	- 1 803
Investissements	1 245	438	157	0	1 839

La direction du groupe Lafuma analyse les performances des divers secteurs opérationnels au niveau de la contribution opérationnelle, celle-ci étant définie comme la différence entre le chiffre d'affaires et le coût d'achat des marchandises vendues, les coûts des ventes (incluant les coûts de location des magasins) et les coûts marketing.

Les coûts opérationnels non alloués sont constitués des coûts de développement des produits, des coûts logistiques et informatiques, des charges administratives et Groupe, des coûts liés aux bâtiments non commerciaux, ainsi que des autres charges et produits opérationnels.

## 2.2 Saisonnalité

Saisonnalité de l'activité :

- Le secteur **Mobilier** du Groupe est soumis à des fluctuations saisonnières en raison des habitudes de consommations des clients ; en particulier l'activité de mobilier de jardin où la majorité des ventes se fait au cours du premier semestre de l'année. Les produits et les résultats de ce secteur sont généralement plus forts les six premiers mois de l'année.
- A l'inverse le secteur **Montagne** affiche une période de vente plus forte en seconde partie de l'année. Les coûts étant relativement linéaires, le premier semestre se trouve pénalisé en résultat.

Le groupe se développe sur des segments de marché nouveaux, afin de réduire la saisonnalité de ses activités.

### 3 RESULTAT OPERATIONNEL

#### 3.1 Autres produits et charges d'exploitation

Pour les périodes intermédiaires aux 30 juin 2018 et 2019

En milliers d'euros	30 juin 2019			30 juin 2018		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Produits et charges sur actifs immobilisés	-13	19	6	-3	0	-3
Produits et charges sur actifs circulants	-1 122	934	-188	-861	561	-300
Autres produits et autres charges	-1 438	1 199	-239	-1 365	1 239	-126
<b>Total</b>	<b>-2 572</b>	<b>2 152</b>	<b>-420</b>	<b>-2 229</b>	<b>1 800</b>	<b>-429</b>

Les dotations et reprises sur créances clients d'un montant de 188 milliers d'euros incluent une charge nette de dépréciation de 53 milliers d'euros et des pertes sur créances irrécouvrables de 135 milliers d'euros. Les autres charges reflètent la comptabilisation du contrat de management avec CALIDA Management AG et de prestations de services IT par Reich Online Services.

#### 3.2 Autres produits et charges opérationnels

Pour les périodes intermédiaires aux 30 juin 2018 et 2019

En milliers d'euros	30 juin 2019			30 juin 2018		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Autres produits et charges non récurrents	-227	1	-227	-4	6	2
Restructurations	-40	95	55		100	100
<b>Total</b>	<b>-267</b>	<b>96</b>	<b>-172</b>	<b>-4</b>	<b>106</b>	<b>103</b>

### 4 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Au titre du semestre clos le 30 juin 2019, la charge d'impôt de 682 milliers d'euros, est principalement constituée de la charge de CVAE pour 0,4 million d'euros, d'IS au sein de l'intégration fiscale pour 0,2 million d'euros et pour 0,1 million d'euros en dehors de l'intégration fiscale.

### 5 RÉSULTAT PAR ACTION

Pour les périodes intermédiaires aux 30 juin 2018 et 2019

	30 juin 2019	30 juin 2018
<b>Nombre moyen pondéré :</b>		
- nombre d'actions émises en début d'exercice	7 110 669	7 110 669
- nombre pondéré d'actions émises au cours de l'exercice		
➢ augmentation de capital		
➢ paiement de dividendes en actions		
➢ exercice des stocks options		
➢ titres d'auto-contrôle	-8 294	-8 294
<b>Nombre d'actions moyen pondéré avant dilution</b>	<b>7 102 375</b>	<b>7 102 375</b>
<b>Nombre moyen pondéré :</b>		
- nombre d'actions moyen pondéré sur l'exercice	7 102 375	7 102 375
- bons de souscription d'actions		
- options de souscription d'actions		
<b>Nombre d'actions moyen pondéré avec dilution</b>	<b>7 102 375</b>	<b>7 102 375</b>
Economie nette d'impôt de frais financiers sur investissements dilutifs (en milliers d'euros)		
<b>Résultat dilué par action (part du Groupe), en euros</b>	<b>0,26</b>	<b>0,30</b>
<b>Résultat net par action (part du Groupe), en euros</b>	<b>0,26</b>	<b>0,30</b>

## 6 ACTIFS NON COURANTS

### 6.1 Dépréciations d'actifs

Les tests de dépréciation sont réalisés au moins une fois par an pour les unités génératrices de trésorerie (pôles), en application des normes IFRS, généralement lors de la clôture annuelle. Ils sont effectués sur la base de business plans validés par le management une fois par an. Au 30 juin 2019, le Groupe n'a relevé aucun indice de perte ou de reprise de valeur. Par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été mené.

## 7 BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

### 7.1 Stocks et en-cours

Pour la période intermédiaire au 30 juin 2019 et l'exercice clos au 31 décembre 2018

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2019</b>	<b>31 décembre 2018</b>
Matières premières	5 416	4 804
Dépréciation des matières premières	-2 251	-2 146
Produits et travaux en-cours	1 419	2 843
Dépréciation des en-cours	0	0
Produits finis et marchandises	50 021	51 766
Dépréciation des produits finis et des marchandises	-7 940	-7 642
<b>Stocks et en-cours nets</b>	<b>46 665</b>	<b>49 625</b>

### 7.2 Créances clients

Pour la période intermédiaire au 30 juin 2019 et l'exercice clos au 31 décembre 2018

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2019</b>	<b>31 décembre 2018</b>
Créances clients et comptes rattachés	23 723	22 610
Dépréciation des créances douteuses	-2 424	-2 370
<b>Créances clients nettes</b>	<b>21 299</b>	<b>20 241</b>

En date du 26 juin 2019, le Groupe a cédé pour 3 264 milliers d'euros de créances selon le même contrat d'affacturage déconsolidant qu'au 31 décembre 2018.

## 8 DETTES FINANCIÈRES ET TRESORERIE

### 8.1 Dettes financières nettes

Pour la période intermédiaire au 30 juin 2019 et l'exercice clos au 31 décembre 2018

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2019</b>	<b>31 décembre 2018</b>
Disponibilités et équivalents	15 109	17 232
<i>Dont disponibilités</i>	15 109	17 232
<i>Dont placements à court terme</i>	0	0
Trésorerie passive	0	214
<b>Trésorerie nette</b>	<b>15 109</b>	<b>17 017</b>

Les dettes financières nettes sont présentées hors obligations liées à des droits d'utilisations d'actifs selon IFRS 16.



## **9 AUTRES INFORMATIONS**

### **9.1 Engagements hors bilan**

Les engagements hors bilan sont comparables en nature et en montants à ceux de la clôture du 31 décembre 2018, à l'exception des engagements liés à des contrats de locations, qui ont été comptabilisés au bilan, selon IFRS 16.

### **9.2 Parties liées**

La société Lafuma est contrôlée par la société CALIDA Holding AG. Au 30 juin 2019, CALIDA Holding AG détient 87,70 % du capital de Lafuma SA et 87,80 % des droits de vote.

Le Groupe bénéficie du conseil de la société CALIDA Management AG avec laquelle une convention de management a été conclue le 24 février 2014. Le montant estimé des prestations 2019, validé par le Conseil d'administration, s'élève à 2,1 m€.

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2018 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou par son montant, n'est intervenue au cours de la période.

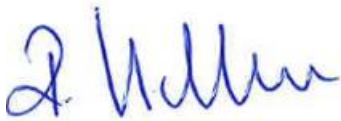
### **9.3 Événements postérieurs à la clôture**

Aucun événement n'est intervenu entre la date de clôture et le 22 juillet 2019, date d'arrêté des comptes consolidés semestriels par le Conseil d'administration et d'autorisation de leur communication.

## ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Annecy-le-Vieux, le 22 juillet 2019



Reiner PICHLER  
Président, Directeur-Général

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Lafuma S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Référentiel » de la note 1 « Base de préparation et méthodes comptables » des comptes semestriels consolidés résumés, qui expose notamment les incidences de la norme IFRS 16 d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon, le 23 juillet 2019

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON  
Membre français de Grant Thornton International

ERNST & YOUNG et Autres

Frédéric Jentellet

Sylvain Lauria